

COMMUNIQUE

Clôture du forum national urbain, CCI Ivato le 28 mars 2013.

« Un succès indéniable, par la qualité des participants, et par la qualité des débats francs et directs », a déclaré d'emblée Joseph GUIEBO de l'UN Habitat, Nairobi. Un premier forum qui a pu accoucher d'une déclaration commune « qui doit constituer un pilier, une base du développement du secteur urbain de Madagascar ».

Un succès, dû aussi à la participation de l'administration centrale, locale, les ONG, la société civile, les hommes et femmes soucieux de l'avenir du pays.

L'Agenda urbain, pour Madagascar a été porté à la connaissance du public lors de la cérémonie de clôture. Cet agenda, qui va constituer un élément de la feuille de route pour le développement urbain à Madagascar.

Monsieur Joseph GUIEBO, de recommander lors de cette cérémonie de clôture, l'organisation d'autres forums car selon lui, ce premier forum doit être une étape pour d'autres forums et que la participation effective et essentielle des participants ne doit pas s'arrêter là. Il a ainsi émis le souhait de voir Madagascar prendre le leadership d'organiser dans le cadre de la COI, un forum urbain dans la région de l'Océan Indien. Il a aussi recommandé la mise en place d'un secrétariat technique aura en charge l'organisation de ces forums, la préparation des rapports de Madagascar pour l'Habitat III (2016) et le forum mondial Urbain (2014). Ce secrétariat technique se chargera aussi du suivi des recommandations de ce premier forum. Monsieur Joseph GUIEBO a montré la disponibilité de l'entité qu'il représente à accompagner Madagascar dans ce sens.

Le Vice-Premier Ministre, Hajo ANDRIANAINARIVELO, quant à lui n'a pas manqué de remercier les organisateurs et les participants pour le succès de ce premier forum. Il a particulièrement remercié les maires de leur disponibilité. Il a trouvé l'explication d'une telle implication par « la magie des maires, qui se sentent responsables », en rappelant que lui aussi était maire, pendant plusieurs années.

Il a aussi réaffirmé la disposition de la Vice-Préature aux échanges et au dialogue. « Je suis content parce que nous avons fait de ce centre (CCI), le temps d'un forum, un centre de développement qui a pu être utilisé comme un lieu de décollage, mais pas de coulage pour Madagascar, et cela constitue un héritage à laisser à la génération future ».

Déclaration des Participants du Forum National Urbain de Madagascar

Nous, les participants au Forum National Urbain de Madagascar, réunis du 26 au 28 mars 2013 au Centre de Conférences Internationales d'Ivato, représentants de la société civile, du secteur privé, des administrations centrales, régionales et locales de l'Etat, des collectivités locales, du

secteur académique, des associations professionnelles et des Partenaires Techniques et Financiers ;

Ayant répondu à l'invitation de S. E. le Vice-Premier Ministre en charge du Développement et de l'Aménagement du Territoire et ayant participé à la première session du Forum National Urbain ouverte officiellement par S.E. Le Président de la Transition pour débattre des questions concernant les villes et le développement urbain à Madagascar;

Ayant pris conscience de l'importance et des enjeux de l'urbanisation accélérée que connaît actuellement notre pays, qui représente une mutation positive pour le développement national, y compris des zones rurales qui pourront bénéficier d'un meilleur accès aux services et d'une modernisation de l'agriculture, comme dans le reste de l'Afrique et du monde, à condition que les politiques publiques adéquates accompagnent cette mutation afin que chaque Malgache ait de meilleures opportunités d'améliorer ses conditions de vie;

Ayant noté l'importance de renforcer et d'améliorer les politiques urbaines nationales et locales, avec notamment:

la préparation, à travers des processus participatifs et décentralisés au niveau des collectivités locales, de plans stratégiques de développement des villes pour répondre aux besoins futurs, de manière à préserver les emprises nécessaires aux espaces publics, aux infrastructures et services, ainsi que les espaces fragiles environnementalement, mais également de favoriser la densification urbaine afin d'éviter l'étalement urbain excessif et maximiser la mise en valeur foncière, de mieux préserver le patrimoine historique bâti et urbain du pays et de mieux prévenir les différents risques urbains, notamment ceux liés aux catastrophes naturelles;

le développement d'un cadre de gouvernance intercommunale et métropolitaine pour mieux coordonner la planification et la gestion urbaine des plus grandes villes, notamment Antananarivo, et mieux gérer la cohérence territoriale entre les villes et les espaces ruraux desservis; la poursuite et le renforcement de la modernisation et de la décentralisation du cadre de gestion foncière dans les villes et leurs périphéries pour appuyer les initiatives économiques des ménages et des entreprises; l'adoption de normes pour l'urbanisation progressive de nouveaux espaces pour limiter la spéculation et garantir ainsi l'accès du plus grand nombre; le lancement, en coordination étroite avec les communes et les régions, d'un programme cadre de mise à niveau des infrastructures de base et de sécurisation des droits fonciers et humains dans les quartiers, notamment les bidonvilles, avec la participation des populations concernées et notamment des femmes et des jeunes;

la nécessité de mettre en cohérence la révision de la classification des communes urbaines et rurales pour tenir compte de l'urbanisation rapide que connaît notre pays avec les critères de classification des villes et de l'approfondissement du cadre de décentralisation politique et financière qui nécessite également la consolidation du programme de renforcement des capacités des collectivités locales.

Ayant pris note du processus de préparation participatif du rapport national de Madagascar en vue de la 3^e Conférence des Nations Unies sur l'habitat et le développement urbain durable qui se tiendra en 2016 et qui devra faire le bilan de l'urbanisation et des politiques urbaines des vingt dernières années et identifier les défis et les grands axes des politiques urbaines et de l'habitat pour les vingt prochaines années;

Recommandons aux décideurs politiques actuels et futurs, nationaux et locaux :

1. de reconsidérer le secteur urbain comme une priorité dans les politiques gouvernementales, compte tenu des défis et des potentialités des villes pour le développement socioéconomique du pays et pour la relance de l'économie après la Crise.

2. de prendre en compte les travaux de ce Forum pour l'élaboration des politiques publiques en portant notamment attention à :

(i) la gouvernance territoriale et la planification stratégique et spatiale devant être articulées entre les différentes échelles territoriales;

(ii) la nécessité de clarifier les responsabilités de l'Etat et des collectivités territoriales dans la planification et la gestion urbaine en renforçant le rôle des collectivités locales qui doivent être responsables des initiatives, et plus généralement en favorisant la participation des acteurs locaux concernés, y compris des populations;

(iii) la mise en place d'un programme national d'appui et de renforcement des capacités locales dans le domaine de la planification et de la gestion urbaine;

(iv) la relance et la généralisation des opérations de restructuration et d'extension urbaines et de développement des zones économiques et la création d'emplois;

(v) au renforcement des instruments institutionnels, techniques et financiers d'appui aux initiatives locales pour la sécurisation foncière, l'accès aux services de base, la garantie de la sécurité des biens et des personnes, notamment pour les quartiers les plus pauvres et les bidonvilles;

(vi) la nécessité d'approfondir plus avant le cadre de la décentralisation politique et financière des affaires locales suivant le principe de la subsidiarité, en appuyant notamment la coopération intercommunale et l'articulation entre les différents niveaux de gestion territoriale;

(vii) Pour Antananarivo, mettre en place un cadre institutionnel et technique adapté à la dimension métropolitaine de la capitale, articulé avec les régions et les communes de l'agglomération ou susceptibles d'être intégrées au fur et à mesure de la croissance urbaine;

(viii) la nécessité de mettre en avant le développement de l'emploi des jeunes et des femmes dans tous les programmes publics nationaux et locaux;

(ix) le renforcement de la participation du secteur privé dans le développement et la gestion des infrastructures urbaines avec la mise en place d'un cadre réglementaire adapté et conforme aux directives internationales et au cadre juridique national.

3. de pérenniser et d'appuyer le Forum National Urbain comme cadre de concertation multi-acteurs sur les questions transversales de l'urbanisation durable et des politiques sectorielles et d'organiser les débats pour la préparation du rapport national de Madagascar pour la 3^e Conférence des Nations Unies sur l'habitat et le développement urbain durable qui se tiendra en 2016, afin de garantir qu'il reflète bien le consensus national sur les questions urbaines et d'aménagement du territoire ;

Demandons aux partenaires techniques et financiers de Madagascar d'appuyer la formulation et la mise en place d'une telle politique urbaine nationale conforme aux principes ci-dessus et de renforcer leur soutien technique et financier aux programmes nationaux et locaux de mise en œuvre de cette politique.

Fait le 28 mars 2013, au Centre de Conférences Internationales d'Ivato

MIS À JOUR (SAMEDI, 30 MARS 2013 06:42)